

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 09/OLUCOME/07/2007, 1 PORTANT  
SUR LA NOUVELLE HAUSSE PROBABLE DES PRIX DU  
CARBURANT.**

Suite à la correspondance du 29/juin 2007 écrite par les pétroliers, adressée à son excellence le 2<sup>ème</sup> vice-président de la République demandant une réunion d'urgence, l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), dans son souci constant de lutte contre la mauvaise gestion, le gaspillage des maigres ressources communes, s'inquiète de nouveau face à une nouvelle montée probable des prix du carburant.

Cette inquiétude est d'autant plus certaine que les pouvoirs publics n'ont jamais eu la volonté de stabiliser les prix du carburant à la pompe alors qu'un fonds spécial carburant avait été mis sur pied dans ce sens mais qu'il ne sert qu'à autre chose.

L'OLUCOME a depuis plusieurs années décrié cet état de fait sans se faire entendre.

La population s'appauvrit de plus en plus par l'effet direct de la montée des prix du carburant. En effet, celui-ci est le moteur de tout développement économique et social. La hausse des prix de ce produit entraîne celle de tous les produits de première nécessité, ce qui signifie que la population ne peut plus se nourrir, se faire soigner, se vêtir, etc.

Le Gouvernement avait pourtant moyen de parer à cette hausse par le jeu de la stabilisation des prix par le fonds spécial carburant créé à cette fin.

Le fonds est toujours alimenté par la consommation de la population parce que l'ordonnance du 15 juin 2007 prévoit que le litre gasoil génère 10 Frs Bu destiné à ce fonds. Ainsi les montants récoltés devraient servir donc à cette stabilisation du prix du litre à la pompe.

D'un autre côté, le stock stratégique qui est alimenté par la consommation de la population à hauteur de 20 Frs Bu par litre de super, 10 frs Bu par litre de gasoil et 11,30 frs bu par litre de pétrole, soit alors 41,30 Frs Bu au total par litre. Ce montant devrait servir à la stabilisation du prix du litre à la pompe.

Source : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

Aussi, selon les informations en provenance du ministère du commerce, le stock actuel est tellement faible qu'il ne pourrait pas tenir même deux jours dans le cas où il adviendrait une quelconque pénurie en raison de notre enclavement. Le risque est grand quand le gouvernement ne peut pas constituer le stock stratégique. Il est fort regrettable qu'un montant de près de 2.000.000.0000 de fbu prédestinés à la constitution de ce stock soit détourné à d'autre fin.

**Compte tenu de ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit :**

1° Vu l'enclavement du Burundi et d'autres obstacles à l'importation du carburant, il est impérieux de constituer un stock couvrant les besoins d'au moins 6 mois. Aussi, l'épuisement du stock stratégique mine l'autorité de l'Etat face à la force induite des commerçants importateurs qui pourraient imposer leurs prix.

2° Etant donné que le Fonds spécial carburant est maintenu dans la structure du prix du carburant, il serait conséquent de l'utiliser à la stabilisation effective des prix du carburant à la pompe puisque la hausse du prix du baril sur le marché international est incontournable.

3° L'OLUCOME interpelle le Parlement à jouer pleinement son rôle de contrôle de l'action gouvernementale spécialement en matière de gestion des fonds précités pour le seul intérêt de la population.

Fait à Bujumbura, le 05/07/2007

**Pour l'OLUCOME**

Source : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

**Gabriel RUFYIRI**

Président